

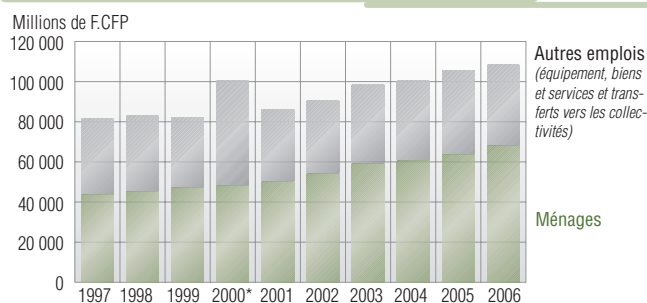
FINANCES PUBLIQUES

Hausse des dépenses publiques

État comme collectivités locales enregistrent une croissance de leurs dépenses, qui n'est pas toujours intégralement compensée par un accroissement des recettes.

En 2006, 108,3 milliards de F.CFP ont été dépensés par l'État en Nouvelle-Calédonie, soit un franchissement de la barre de 100 milliards pour la troisième année consécutive. La hausse sur un an s'établit à 2,4% (soit 2,6 milliards de plus), en ralentissement par rapport à celle de 2005 (+5,3%). La répartition de ces dépenses laisse apparaître que près des deux tiers (62,9%) sont versés aux ménages (salaires, traitements ou les pensions). Ce poste marque une hausse annuelle (+6,7%) supérieure à celle de l'ensemble. Non disponibles, mais identifiables grâce aux situations budgétaires des provinces, les versements destinés à ces trois collectivités occupent une place importante au sein des dépenses de l'État.

Évolution des dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie



* Opération exceptionnelle en 2000 : versement de 18 920 millions aux provinces pour la STCPI.

Source : Trésor Public/Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie

Les données provisoires pour la Nouvelle-Calédonie laissent apparaître une hausse des recettes (+10,2%) conjuguée à une forte hausse des dépenses (+18,1%), entraînant une diminution de l'excédent qui atteint 388 millions de F.CFP.

L'augmentation des recettes de fonctionnement est liée à la progression des impôts directs de 7,8%, maintenus à un niveau élevé du fait de la flambée des cours du nickel. En revanche, les impôts indirects restent stables sur un an (-0,6%) sous l'effet de la réforme de

Situation des recettes de la Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2006, hors opération d'ordre (droits constatés pour l'exercice 2006, arrêtés au 17 avril 2007, données provisoires)

	2005	2006 p	Variation
Recettes de fonctionnement	114 670	126 935	10,7
Impôts directs	41 367	44 578	7,8
Centimes sur impôts directs	3 505	4 028	14,9
Impôts indirects	41 686	41 417	-0,6
Centimes sur impôts indirects	1 705	1 926	13,0
Recettes fiscales reversées	15 441	16 674	8,0
Recettes diverses des services	1 140	1 065	-6,6
Régie des tabacs	5 324	5 292	-0,6
Revenus du domaine	184	202	9,8
Contributions et subventions de l'État	1 271	1 422	11,9
Subvention de fonctionnement de l'Union européenne	787	491	-37,6
Recouvrements divers	498	9 016	1 708,9
Fonds de concours	1 702	822	-51,7
Recettes d'investissement	1 485	1 122	-24,5
Subvention d'équipement de l'État	138	313	127,5
Subvention d'équipement de l'Union européenne	345	0	-100,0
Produits financiers	18	18	0,0
Autres recettes d'investissement	982	790	-19,6
Total général des recettes	116 155	128 057	10,2

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

Situation des dépenses de la Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2006, hors opération d'ordre (dépenses mandatées pour l'exercice 2006, arrêtées au 17 avril 2007, données provisoires)

	2005	2006 p	Variation
Dépenses de fonctionnement	103 538	122 449	18,3
Dépenses de personnel	9 497	10 278	8,2
Fonctionnement des services	2 729	3 063	12,2
Dettes (intérêts)	112	81	-27,2
Interventions diverses	10 019	11 294	12,7
Dotation aux provinces	45 407	53 842	18,6
Dotation aux communes	13 152	15 734	19,6
Reversement et charges diverses	3 197	6 263	95,9
Reversement centimes et recettes affectées	19 426	21 894	12,7
Dépenses d'investissement	4 548	5 221	14,8
Programmes de la Nouvelle-Calédonie	1 869	2 148	14,9
Programmes au bénéfice des tiers	762	347	-54,4
Approvisionnements	1 152	1 154	0,1
Mouvements financiers	71	1 081	1 413,7
Remboursement de la dette	692	490	-29,2
Total général des dépenses	108 085	127 669	18,1

Source : Direction du Budget et des Affaires Financières de la Nouvelle-Calédonie

Unités : million de F.CFP, %

la fiscalité des produits pétroliers qui, à compter du 29 mars 2006, a entraîné la suppression de la taxe de stabilisation et la baisse de la TGI et de la TCI, partiellement compensées par l'instauration des taxes et taxes additionnelles sur les produits pétroliers. La progression de 8,0% des recettes fiscales reversées s'explique par l'augmentation du taux de TSS de 4 à 5% au 1^{er}

avril 2006. A noter également, la hausse de 11,9% des contributions et subventions de l'État.

Au niveau des dépenses, les dotations aux autres collectivités (près de 60% des dépenses de fonctionnement) augmentent fortement : +18,6% pour celles destinées aux provinces (soit 8,4 milliards en plus) et +19,6% pour celles versées aux communes (+2,6 milliards).

Avec 10,3 milliards, les dépenses de personnel augmentent de 8,2% et les dépenses de fonctionnement des services de 12,2%.

La structure globale des budgets des provinces, de par leurs compétences, est très similaire.

Le budget provisoire de la province Sud est en hausse sur un an, avec 46 milliards contre 40 en 2005, et affiche, comme l'an dernier, un déséquilibre de 3 milliards. Les recettes présentent une hausse de 11,1% tandis que les dépenses affichent un accroissement plus important avec +14,2%. Dans le détail, les dotations en provenance de la Nouvelle-Calédonie augmentent de 18,8% sur un an, contre 3,0% pour celles de l'État, pour représenter les trois quarts (76,3%) des recettes. Au ni-

veau des dépenses de fonctionnement (+15,3%), les charges de personnels et d'élus (30,4%) présentent une hausse de 8,4% ; les autres grosses dépenses étant constituées des interventions (+12,0%) et des subventions (+28,3%). En investissement, les programmes provinciaux (hors CD) et les opérations contractualisées augmentent respectivement de 24,5% et 46,8%.

Le budget de la province Nord révèle une hausse des dépenses de 3,4% et une diminution des recettes de 11,8%. Il reste excédentaire de 1,9 milliard de F.CFP. Du côté des recettes, celles de fonctionnement augmentent de 12,1% sous l'effet de la hausse de 18,7% de la dotation de la Nouvelle-Calédonie alors que celles d'investissement se contractent de 28,3%.

Les dépenses de fonctionnement (+7,0%) sont tirées par les hausses des dépenses de personnel (+6,1%) et des subventions, allocations, participations (+8,1%). Les dépenses d'investissement augmentent avec les opérations hors programme (+1,5 milliard de F.CFP).

La situation provisoire de la province des îles Loyauté révèle une croissance plus rapide des recettes (+19,7%) que des dépenses (+6,8%), qui permet de dégager un excédent de 2,9 milliards de F.CFP. Les recettes de fonctionnement (+12,8%) comme d'investissement (+48,7%) progressent, avec notamment une hausse de 16,2% des dotations perçues.

La progression plus modérée des dépenses est imputable à la quasi totalité des postes.

Situation provisoire des recettes et des dépenses des provinces au 31 décembre 2006

	Province îles Loyauté		Province Nord		Province Sud	
	Montant	Structure	Montant	Structure	Montant	Structure
Recettes de fonctionnement	11 629	75,9	19 901	85,1	34 547	78,4
Recettes d'investissement	3 699	24,1	3 488	14,9	9 539	21,6
Total recettes	15 327	100,0	23 389	100,0	44 086	100,0
Dépenses de fonctionnement	9 625	77,2	15 336	71,3	35 208	74,7
Dépenses d'investissement	2 849	22,8	6 181	28,7	11 918	25,3
Total dépenses	12 473	100,0	21 517	100,0	47 126	100,0

Source : Services des finances des provinces îles Loyauté, Nord et Sud

Unité : million de F.CFP, %